

APPEL DES 49 POUR LA LAÏCITÉ

NE CAPITULONS PAS. NE CAPITULONS PLUS !

On a tué un homme. De la manière la plus barbare et la plus expressive qui soit, dans le rituel codifié d'exécution religieuse de l'islam radical. On a assassiné un homme pour avoir accompli sa tâche avec modestie et sans frémir. On a exécuté un professeur qui remplissait la mission la plus noble, celle de contribuer à l'émancipation et à la construction de la conscience des jeunes élèves dont il avait la charge pédagogique et morale. On s'est attaqué au creuset de la République, son école.

Avec près de 300 morts dont le souvenir pèse sur nos cœurs depuis 2012, ce mort-là est l'électrochoc qui donne aux Français la force de ne plus accepter l'inacceptable. Et comme dans ces sursauts que peuvent accomplir les peuples souverains lorsqu'ils prennent conscience de leur unité, en quelques jours ce qui semblait impossible devient possible et s'accomplit même déjà.

Il est du devoir des responsables politiques d'insuffler une nouvelle dynamique

La remise en question permanente de la liberté d'expression et les assauts répétés contre notre école publique sont les symptômes évidents de la volonté ultime de nos ennemis : saper les fondements démocratiques de la République française. En voulant détourner une partie de la jeunesse de nos principes, en tentant de la liguer contre ses lois et ses institutions, c'est la promesse de tout un peuple que l'on tente d'arracher, c'est notre futur que l'on souhaite anéantir. Les Français en ont aujourd'hui conscience, dans leur immense majorité.

Les mêmes qui depuis trois décennies tentent de convaincre les Français qu'ils sont coupables de tout, qu'ils ne voient pas ce qu'ils voient, que s'ils meurent sous les balles et les lames des couteaux, c'est bien leur faute et non celle des assassins, restent à l'écart de ce mouvement populaire et démocratique profond. Ceux-là ne comprennent pas ce qui est en train de se passer, ils ne comprennent pas l'éphémère et délicate union d'un peuple et de ses représentants autour d'un projet de salut public.

Pour accompagner cette prise de conscience et pour rétablir une laïcité pleine et entière, seule garante de la paix et de la concorde civile dans notre République, il est du devoir des responsables politiques d'insuffler une nouvelle dynamique. Des organismes publics adaptés à cet horizon politique transformé doivent voir le jour, nourris d'une ambition sans autres limites que celles de la raison, de la science et du droit.

C'est tout l'édifice laïque qui est aujourd'hui à restaurer sur la base de la loi de 1905

Nous attendons du président de la République, du gouvernement et des représentants du peuple qu'ils créent ces moyens inédits et orchestrent leur action pour porter haut l'idéal laïque, en remplacement de ceux qui ont fait leur temps et dont l'esprit, les objectifs, l'organisation et les travaux ne correspondent plus aux ambitions nouvelles. Ceux-là se sont écartés de la défense de la laïcité, allant jusqu'à prendre constamment le parti de ses adversaires, de tribune en préface, de critique des laïcs les plus respectés en prise de position des plus ambiguës.

L'espoir suscité parmi les Français ne peut être déçu. La mise en œuvre de nouveaux outils, de nouvelles instances, adaptés à ce paysage laïque transformé, est essentielle. C'est tout

l'édifice laïque qui est aujourd'hui à restaurer sur la base de la loi de 1905, son fondement le plus solide. Cela ne pourra se faire qu'avec des femmes et des hommes intimement convaincus de leur mission de redonner aux Français la fierté de leur modèle émancipateur et fraternel.

Liste des signataires :

Elisabeth Badinter (philosophe), Marika Bret, Roland Castro (architecte), Caroline Fourest (essayiste), Marcel Gauchet (philosophe), Jean Glavany (ancien ministre), Patrick Kessel (journaliste), Catherine Kintzler (philosophe), Françoise Laborde (ancienne sénatrice), Richard Malka (avocat), Henri Peña-Ruiz (philosophe), Iannis Roder (historien), Gilbert Abergel, Joël Andriantsimbazovina (professeur de droit), Isabelle Barbéris (universitaire), Florence Bergeaud-Blackler (anthropologue), Yves Bréchet (membre de l'Académie des sciences), Gérald Bronner (sociologue), Gwenaële Calvès (professeure de droit), Martine Cerf (secrétaire générale ÉGALE), Gilles Clavreul (délégué général du think tank L'Aurore), Jacqueline Costa-Lascoux (sociologue), Charles Coutel (universitaire), Gérard Delfau (ancien sénateur), Éric Desmons (professeur de droit), Frédéric Encel (géopolitologue), Philippe Foussier, Jean-Philippe Hubsch (grand maître du Grand Orient de France), Alain Jakubowicz (avocat), Pierre Juston (doctorant), Guy Konopnicki (journaliste), Laurent Kupferman (essayiste), Françoise Laborde (journaliste), Jacques Lafouge, Guy Lengagne (ancien secrétaire d'État), Denis Maillard (philosophe), Tania de Montaigne (journaliste), Hiam Mouannès (universitaire), Agnès Perrin-Doucey (universitaire), Jérémie Peltier, Emmanuel Pierrat (avocat), Bernard Ravet (ancien enseignant), Dominique Reynié (politologue), Jacques de Saint Victor (écrivain et universitaire), Jean-Pierre Sakoun (président du Comité Laïcité République), Mario Stasi (avocat), Pierre-André Taguieff (politologue) et Virginie Tournay (universitaire), Amine El Khatmi, président du Printemps républicain.

Pour signer la pétition :

https://www.change.org/p/les-citoyens-fran%C3%A7ais-l-appel-des-49-pour-la-la%C3%AFcit%C3%A9?redirect=false&fbclid=IwAR1aHqnAzyoKm0XnUpwP6cSSQt4iLvZNr3dSKpDv4YxA9f34NKtgzZzGEao&use_react=false